[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 09/11/2026

Objet : réclamation de la pension alimentaire impayée

Madame, Monsieur,

Par jugement rendu le [date du jugement] par le tribunal judiciaire de [ville], vous avez été condamné au versement d'une pension alimentaire d'un montant de [montant] euros par mois, destinée à l'entretien et à l'éducation de notre enfant [prénom de l'enfant]. Cette somme est due chaque mois et son versement ne dépend ni de notre entente ni des circonstances.

Or, je constate qu'aucun versement n'est intervenu depuis [mois et année du dernier paiement]. À ce jour, la somme restant due s'élève à [montant total] euros, correspondant à [nombre] mensualités impayées. Vous trouverez le détail de ces échéances dans le décompte joint à la présente.

Je tiens à vous rappeler que cette pension n'est pas une affaire personnelle entre nous : c'est une contribution aux besoins de notre enfant, à sa scolarité, à sa santé et à son équilibre au quotidien. Mes seuls revenus ne me permettent pas d'assumer l'ensemble de ces charges, et leur accumulation pèse directement sur son cadre de vie.

Je vous demande donc de régulariser l'intégralité des sommes dues dans un délai de [nombre] jours à compter de la réception de ce courrier, par [virement sur le compte habituel / chèque]. Si des difficultés financières expliquent ce retard, je reste ouverte à la mise en place d'un échéancier, à condition qu'il soit proposé par écrit et respecté.

À défaut de paiement ou de proposition sérieuse dans ce délai, je me verrai contrainte d'engager une procédure de recouvrement. Je pourrai notamment saisir l'Aripa, par l'intermédiaire de la CAF ou de la MSA, demander une procédure de paiement direct auprès d'un commissaire de justice, ou solliciter le juge aux affaires familiales. Je vous rappelle par ailleurs que le défaut de paiement pendant plus de deux mois est susceptible de constituer un délit d'abandon de famille.

Je préférerais de loin que cette situation se règle directement entre nous, sans intervention extérieure et sans tension supplémentaire pour notre enfant. Ce courrier vise précisément à vous en laisser la possibilité avant toute autre démarche.

Dans l'attente de votre régularisation, et restant à votre disposition pour convenir des modalités de paiement, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature